

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Département du Gard

DELIBERATION N° 009/2025

DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE MONS

Séance du lundi 14 avril 2025

Envoyé en préfecture le 17/04/2025

Reçu en préfecture le 17/04/2025

Publié le 17/04/2025

ID : 030-213001738-20250414-009\_2025-DE

L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze avril, à dix-neuf heures,

Le Conseil Municipal de cette commune, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil de la mairie, sous la Présidence de Monsieur Gérard BANQUET, Maire de MONS.

Nombre de conseillers :

En exercice	19	Présents	15	Votants	19
Absents	4	Exclus	0		

Date Convocation : mercredi 2 avril 2025

Présents : Gérard BANQUET, Alice VILLEMAGNE, Bernard DANIEL, Chrystelle LEYRIS, Virginie BOYER, Céline DURAND, Daniel SAUVAGE, Christel FIETKAU, Patrick LECOMTE, José PASQUALETTI, Karine COMBE (arrivée à 19H15), Nathalie LEFEVRE, Yvelise ROPTIN, Jean-Louis REYNAUD, Vanessa AIRAL.

Pouvoirs : Michel GORDOT à Céline DURAND, Mickaël DUREZ à Bernard DANIEL, Yann RICHE à Nathalie LEFEVRE, Anthony FERNANDEZ à Vanessa AIRAL.

Absents excusés : Michel GORDOT, Mickaël DUREZ, Yann RICHE, Anthony FERNANDEZ

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.

Mme Céline DURAND est désignée secrétaire de séance.

**Objet : Approbation du compte financier unique CFU de l'exercice 2024**

**Vu** le Code Général des collectivités territoriales ;

**Vu** l'avis de la commission des Finances du mercredi 26 février 2025 ;

**Vu** le rapport détaillé de présentation du Compte Financier Unique pour l'année 2024 de la commune de Mons ;

**Vu** le Compte Financier Unique 2024 de la commune de Mons ;

**Considérant** que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents ;

**Considérant** que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière de la collectivité, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétiques et des taux des contributions et produits afférents ;

**Considérant** que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de la production du CFU ;

C'est un document commun à l'ordonnateur et au comptable public.

**Considérant** les éléments susvisés ;

**L'assemblée est invitée à désigner** un Président de séance pour le vote du CFU 2024 du budget principal, et des budgets annexes s'il y a lieu, conformément à l'article L.2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Il est proposé au Conseil Municipal :

- De désigner Madame Virginie BOYER, 5<sup>ème</sup> Adjointe, en tant que Présidente de séance.

Les comptes ci-dessous arrêtés comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT	MONTANT
Recettes	1 533 747,78
Dépenses	1 294 514,08
Excédent	+ 239 233,70
Excédent antérieur reporté	+ 49 891,94
Excédent global 2024	+ 289 125,64

SECTION D'INVESTISSEMENT	MONTANT
Recettes	955 103,55
Dépenses	741 322,82
Excédent	213 780,73
Déficit antérieur reporté	- 326 764,79
Déficit global 2024	- 112 984,06

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

#### DECIDE

- **APPROUVE** le Compte Financier Unique (CFU) 2024 du budget principal de la commune de Mons ;
- **DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération ;

Après en avoir délibéré, le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité

Monsieur le Maire n'ayant pas pris part au vote.

*Le Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Fait à Mons,  
Le 14 avril 2025

Pour extrait certifié conforme,

Virginie BOYER Céline DURAND  
Présidente de séance Secrétaire de séance





Membres en exercice : 19  
Présents : 15    Votants : 19

Date de la convocation :  
Mercredi 2 avril 2025

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
**Département du Gard**  
**DELIBERATION N°010/2025**  
**DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**DE LA COMMUNE DE MONS**

Envoyé en préfecture le 15/04/2025  
Reçu en préfecture le 15/04/2025  
Publié le 17/04/2025  
ID : 030-213001738-20250414-2025 010-DE

Le Conseil Municipal, légalement convoqué(e), s'est réuni(e), sous la présidence de BANQUET Gérard.

**Présents :** Gérard BANQUET, Alice VILLEMAGNE, Bernard DANIEL, Chrystelle LEYRIS, Virginie BOYER, Daniel SAUVAGE, Céline DURAND, Patrick LECOMTE, Nathalie LEFEVRE, Christel FIETKAU, Joseph PASQUALETTI, Karine COMBE (arrivée à 19H15), Yvelise ROPTIN, Jean-Louis REYNAUD, Vanessa AIRAL.

**Absents excusés :** Michel GORDOT, Mickaël DUREZ, Yann RICHE, Anthony FERNANDEZ

**Pouvoirs :** Michel GORDOT à Céline DURAND, Mickaël DUREZ à Bernard DANIEL, Yann RICHE à Nathalie LEFEVRE, Anthony FERNANDEZ à Vanessa AIRAL

Madame Céline DURAND est désignée comme secrétaire de séance.

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.

**Objet : AFFECTATION DU RESULTAT DU BUDGET M57 DE L'EXERCICE 2024**

Le Conseil Municipal vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2024, en adoptant le Compte Financier Unique qui fait apparaître :

**Reports :**

Pour Rappel : Déficit reporté de la section Investissement de l'année antérieure : **326 764,79 €**

Pour Rappel : Excédent reporté de la section Fonctionnement de l'année antérieure : **49 891,94 €**

**Soldes d'exécution :**

Un solde d'exécution (Déficit - 001) de la section d'investissement de : **213 780,73 €**

Un solde d'exécution (Excédent - 002) de la section de fonctionnement de : **239 233,70 €**

**Restes à réaliser :** Par ailleurs, la section d'investissement laisse apparaître des restes à réaliser :

En dépenses pour un montant de : **0,00 €**

En recettes pour un montant de : **0,00 €**

**Besoin net de la section d'investissement :**

Le besoin net de la section d'investissement peut donc être estimé à : **112 984,06 €**

Le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet d'une affectation par Le Conseil Municipal, soit en report à nouveau pour incorporer une partie de ce résultat dans la section de fonctionnement, soit en réserve, pour assurer le financement de la section.

**Compte 1068 :**

Excédent de fonctionnement capitalisé (R1068) : **112 984,06 €**

**Ligne 002 :**

Excédent de résultat de fonctionnement reporté (R002) : **176 142,00 €**

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité**

*Le Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Fait à Mons, le lundi 14 avril 2025

Pour extrait certifié conforme,

Gérard BANQUET  
Maire de MONS

Céline DURAND  
Secrétaire de séance



L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze avril, à dix-neuf heures,

Le Conseil Municipal de cette commune, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil de la mairie, sous la Présidence de Monsieur Gérard BANQUET, Maire de MONS.

Nombre de conseillers :

En exercice	19	Présents	15	Votants	19
Absents	4	Exclus	0		

Date Convocation : mercredi 2 avril 2025

Présents : Gérard BANQUET, Alice VILLEMAGNE, Bernard DANIEL, Chrystelle LEYRIS, Virginie BOYER, Céline DURAND, Daniel SAUVAGE, Christel FIETKAU, Patrick LECOMTE, José PASQUALETTO, Karine COMBE arrivée à 19H15), Nathalie LEFEVRE, Yvelise ROPTIN, Jean-Louis REYNAUD, Vanessa AIRAL.

Pouvoirs : Michel GORDOT à Céline DURAND, Mickaël DUREZ à Bernard DANIEL, Yann RICHE à Nathalie LEFEVRE, Anthony FERNANDEZ à Vanessa AIRAL.

Absents excusés : Michel GORDOT, Mickaël DUREZ, Yann RICHE, Anthony FERNANDEZ

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.

Mme Céline DURAND est désignée secrétaire de séance.

**Objet : Vote du taux des trois taxes (habitation - foncier bâti - foncier non bâti)**

Le Maire ayant exposé,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Maire propose aux membres du Conseil Municipal, de ne pas augmenter les taux de taxe pour l'année 2025,

TAXES	TAUX IMPOSITION 2023	TAUX IMPOSITION 2024	TAUX IMPOSITION 2025
Habitation (Résidence secondaire)	14,26 %	14,26 %	14,26 %
Foncier Bâti	13,26 %	Part Communale : 13,26 % Part Départementale : 24,65 % Total : 37,91 %	Part Communale : 13,26 % Part Départementale : 24,65 % Total : 37,91 %
Foncier non Bâti	54,29 %	54,29 %	54,29 %

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

**DECIDE**

- **DE NE PAS** augmenter les taux de taxe pour l'année 2025.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité**

Le Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Fait à Mons,  
Le 14 avril 2025

Gérard BANQUET  
Maire de Mons

Céline DURAND  
Secrétaire de séance



L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze avril, à dix-neuf heures,

Le Conseil Municipal de cette commune, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil de la mairie, sous la Présidence de Monsieur Gérard BANQUET, Maire de MONS.

Nombre de conseillers :

En exercice	19	Présents	15	Votants	19
Absents	4	Exclus	0		

Date Convocation : mercredi 2 avril 2025

Présents : Gérard BANQUET, Alice VILLEMAGNE, Bernard DANIEL, Chrystelle LEYRIS, Virginie BOYER, Céline DURAND, Daniel SAUVAGE, Christel FIETKAU, Patrick LECOMTE, José PASQUALETTI, Karine COMBE (arrivée à 19H15), Nathalie LEFEVRE, Yvelise ROPTIN, Jean-Louis REYNAUD, Vanessa AIRAL.

Pouvoirs : Michel GORDOT à Céline DURAND, Mickaël DUREZ à Bernard DANIEL, Yann RICHE à Nathalie LEFEVRE, Anthony FERNANDEZ à Vanessa AIRAL.

Absents excusés : Michel GORDOT, Mickaël DUREZ, Yann RICHE, Anthony FERNANDEZ

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.

Mme Céline DURAND est désignée secrétaire de séance.

**Objet : Vote du Budget Primitif du budget M57 de l'année 2025**

**Vu** le Code Général des collectivités territoriales ;

**Considérant** l'adoption de la nomenclature budgétaire M57 par la délibération n° 006/2023 en date du 11 avril 2023 désignant une norme comptable applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023 au budget de la commune ;

**Considérant** que les membres de la commission Finances se sont réunis, en date du mercredi 26 février 2025 pour instruire le budget primitif M57 de l'exercice 2025 ;

Monsieur le Maire, Gérard BANQUET, présente au conseil municipal le budget primitif M57 de l'exercice 2025 et précise que :

- Le budget M57 s'équilibre en section de fonctionnement à la somme de **1 636 413,00 €** et en section d'investissement à la somme de **1 180 188,24 €**

**Fongibilité des crédits**

- Demande l'autorisation à l'ensemble des membres la possibilité de procéder, **dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre**, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Ces mouvements font alors l'objet d'une communication à l'assemblée au plus proche conseil suivant cette décision.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :



## DECIDE

- **APPROUVE** le Budget Primitif M57 de 2025 qui s'équilibre en section d'investissement à la somme de 1 180 188,24 € et en section de fonctionnement à la somme de 1 636 413,00 € de la commune.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chaque section.
- **PRECISE** que l'assemblée délibérante sera informée de ces mouvements de crédits lors de la plus proche séance.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité

*Le Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourcs Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecourcs.fr](http://www.telerecourcs.fr)*

Fait à Mons,  
Le 14 avril 2025

Pour extrait certifié conforme,

**Gérard BANQUET**  
Maire de Mons

**Céline DURAND**  
Secrétaire de séance



L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze avril, à dix-neuf heures,

Le Conseil Municipal de cette commune, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil de la mairie, sous la Présidence de Monsieur Gérard BANQUET, Maire de MONS.

Nombre de conseillers :

En exercice	19	Présents	15	Votants	19
Absents	4	Exclus	0		

Date Convocation : mercredi 2 avril 2025

Présents : Gérard BANQUET, Alice VILLEMAGNE, Bernard DANIEL, Chrystelle LEYRIS, Virginie BOYER, Céline DURAND, Daniel SAUVAGE, Christel FIETKAU, Patrick LECOMTE, José PASQUALETTO, Karine COMBE (arrivée à 19H15), Nathalie LEFEVRE, Yvelise ROPTIN, Jean-Louis REYNAUD, Vanessa AIRAL.

Pouvoirs : Michel GORDOT à Céline DURAND, Mickaël DUREZ à Bernard DANIEL, Yann RICHE à Nathalie LEFEVRE, Anthony FERNANDEZ à Vanessa AIRAL.

Absents excusés : Michel GORDOT, Mickaël DUREZ, Yann RICHE, Anthony FERNANDEZ

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.

Mme Céline DURAND est désignée secrétaire de séance.

**Objet : Solidarité avec la population MAYOTTE**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L1111-1 du CGCT,

**Vu** l'urgence de la situation,

Face au passage du cyclone CHIDO, qui a dévasté l'île de Mayotte, l'AMF, en partenariat avec La Protection civile, la Croix rouge, France urbaine, l'ANEL et l'UNCCAS, a appelé les communes et les intercommunalités à participer à la solidarité nationale pour soutenir la population de Mayotte, ses communes et ses élus. Le Gouvernement et l'ensemble des associations agréées de sécurité civile sont bien évidemment mobilisés pour accompagner la population frappée par cet événement dramatique.

Sensible aux drames humains et aux dégâts matériels que cette catastrophe d'une ampleur exceptionnelle engendre, la commune de MONS du Département du Gard tient à apporter son soutien et sa solidarité à la population de Mayotte.

Aussi, il est proposé au conseil municipal que la commune de MONS contribue à soutenir les victimes du cyclone Chido à Mayotte dans la mesure de ses capacités, de la manière suivante :

- Faire un don d'un montant de 1 000 €
- À la Protection civile, sous les références bancaires précisées ci-dessous :

Crédit Mutuel					
RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE					
Identifiant national de compte bancaire - RIB					
Banque	Guichet	N° compte	Clé	Devise	Domiciliation
10278	00598	00020164306	84	EUR	CRCM PARIS AG GDS COMPTES
Identifiant international de compte bancaire					
IBAN (International Bank Account Number)					BIC (Bank Identifier Code)
FR76	1027	8005	9800	0201 6430 684	CMCIFR2A
Domiciliation			Titulaire du compte (Account Owner)		
CRCM PARIS AG GDS COMPTES			F N P C		
18 RUE DE LA ROCHEFOUCAULD			TOUR ESSOR		
75009 PARIS			14 RUE SCANDICCI		
01 53 48 65 37			93500 PANTIN		
Remettez ce relevé à tout autre organisme ayant besoin de connaître vos références bancaires pour la domiciliation de vos virements ou de prélèvements à votre compte. Vous éviterez ainsi des erreurs ou des retards d'exécution.			PARTIE RESERVEE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ		

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

#### DECIDE

- Après avoir entendu ce rapport, d'approuver ce soutien à la population de Mayotte.
- D'habiliter Monsieur le maire à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal adopte la délibération avec 17 voix pour, et 2 abstentions (Vanessa AIRAL, Anthony FERNANDEZ).

Le Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Fait à Mons,  
Le 14 avril 2025

Gérard BANQUET  
Maire de Mons

Céline DURAND  
Secrétaire de séance





L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze avril, à dix-neuf heures,

Le Conseil Municipal de cette commune, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil de la mairie, sous la Présidence de Monsieur Gérard BANQUET, Maire de MONS.

Nombre de conseillers :

En exercice	19	Présents	15	Votants	19
Absents	4	Exclus	0		

Date Convocation : mercredi 2 avril 2025

Présents : Gérard BANQUET, Alice VILLEMAGNE, Bernard DANIEL, Chrystelle LEYRIS, Virginie BOYER, Céline DURAND, Daniel SAUVAGE, Christel FIETKAU, Patrick LECOMTE, José PASQUALETI, Karine COMBE (arrivée à 19H15), Nathalie LEFEVRE, Yvelise ROPTIN, Jean-Louis REYNAUD, Vanessa AIRAL.

Pouvoirs : Michel GORDOT à Céline DURAND, Mickaël DUREZ à Bernard DANIEL, Yann RICHE à Nathalie LEFEVRE, Anthony FERNANDEZ à Vanessa AIRAL.

Absents excusés : Michel GORDOT, Mickaël DUREZ, Yann RICHE, Anthony FERNANDEZ

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.

Mme Céline DURAND est désignée secrétaire de séance.

**Objet : Retrait de la délibération portant sur la majoration de la cotisation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale**

Par délibération n°006/2025 du 18 février 2025, le Conseil Municipal a approuvé l'instauration de la majoration de 20 % sur la part communale de taxe d'habitation pour les logements meublés non affectés à l'habitation principale.

Celle-ci avait pour objet d'augmenter les revenus de la commune qui restait figée au regard des taux d'impositions des taxes et devait impacter que les résidences secondaires selon la proposition du décret n°2023-822 du 25 août 2023.

C'est ainsi que ladite délibération a été soumise au contrôle de Légalité.

La Préfecture du Gard par courrier en date du 4 mars 2025, nous demande de retirer cette délibération car après vérification, il apparaît que la commune n'appartient pas au périmètre visé dans ce décret.

Il est proposé au conseil municipal de procéder ce jour au retrait de la délibération.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

**DECIDE**

- **RETIRE** la délibération n° 006/2025 du Conseil Municipal du 18 février 2025 portant sur la majoration de la cotisation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité**

*Le Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourse Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Fait à Mons,  
Le 14 avril 2025

**Gérard BANQUET**  
Maire de MONS

**Céline DURAND**  
Secrétaire de séance



L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze avril, à dix-neuf heures,

Le Conseil Municipal de cette commune, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil de la mairie, sous la Présidence de Monsieur Gérard BANQUET, Maire de MONS.

Nombre de conseillers :

En exercice	19	Présents	15	Votants	19
Absents	4	Exclus	0		

Date Convocation : mercredi 2 avril 2025

Présents : Gérard BANQUET, Alice VILLEMAGNE, Bernard DANIEL, Chrystelle LEYRIS, Virginie BOYER, Céline DURAND, Daniel SAUVAGE, Christel FIETKAU, Patrick LECOMTE, José PASQUALETTI, Karine COMBE (arrivée à 19H15), Nathalie LEFEVRE, Yvelise ROPTIN, Jean-Louis REYNAUD, Vanessa AIRAL.

Pouvoirs : Michel GORDOT à Céline DURAND, Mickaël DUREZ à Bernard DANIEL, Yann RICHE à Nathalie LEFEVRE, Anthony FERNANDEZ à Vanessa AIRAL.

Absents excusés : Michel GORDOT, Mickaël DUREZ, Yann RICHE, Anthony FERNANDEZ

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.

Mme Céline DURAND est désignée secrétaire de séance.

**Objet : Mise à jour du tableau des emplois et des effectifs 2025**

Vu l'article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique ;

Considérant les Lignes Directrices de Gestion établie le 12 mars 2021 pour 6 ans avec révision chaque année ;

Considérant la mise à jour du tableau des emplois et des effectifs pour l'année 2025 ci-jointe à cette délibération ;

Considérant que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au Conseil Municipal, compte tenu des nécessités des services, de modifier le tableau des emplois, afin de permettre la nomination des agents inscrits au tableau d'avancement de grade établi pour l'année.

Cette modification, préalable aux nominations, entraîne cette fois-ci la création d'un poste d'adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe pour un agent d'entretien, de restauration et du périscolaire correspondant au grade d'avancement.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

**DECIDE**

- La création d'un poste déjà pourvu, au grade d'adjoint technique principal 1<sup>ère</sup> classe, à temps complet annualisé, en vue d'exercer son emploi d'agent d'entretien, de restauration et d'agent périscolaire.
- **APPROUVE** la mise à jour du tableau des emplois et des effectifs 2025

Après en avoir délibéré, le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité

Le Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Fait à Mons,  
Le 14 avril 2025

Gérard BANQUET  
Maire de MONS

Céline DURAND  
Secrétaire de séance



TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS DE LA COMMUNE DE MONS 30340

MISE A JOUR DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNEE 2025

EMPLOI/ POSTE	Date de nomination ou n° délibération ou fondement juridique	Temps de travail	Cat.	Grades rattachés à cet emploi	Emplo i pourv u	Emplo i non pourv u	Poste vacant	Grade de l'agent qui occupe le poste	Grades restants ouverts	Grades à créer
------------------	---	------------------------	------	----------------------------------	--------------------------	---------------------------------	-----------------	---	-------------------------------	-------------------

FILIERE ADMINISTRATIVE

Secrétaire générale de Mairie	06/02/2025	TC	B	Rédacteur Territorial Rédacteur principal 2ème classe Rédacteur principal 1ère classe	1		0	Rédacteur territorial promotion interne	Adjoint Administratif principal 1ère classe	
Chargé de la comptabilité	01/07/1990	TC	C B	Adjoint Administratif principal 2ème classe Adjoint Administratif principal 1ère classe Rédacteur Territorial Rédacteur principal 2ème classe Rédacteur principal 1ère classe	1		0	Adjoint Administratif principal 1ère classe	Adjoint adminsitratif principal 2ème classe	Rédacteur territorial 2025
Chargé des Affaires scolaires	01/10/1999	TC	C B	Adjoint Administratif principal 2ème classe Adjoint Administratif principal 1ère classe Rédacteur Territorial Rédacteur principal 2ème classe Rédacteur principal 1ère classe	1		0	Adjoint Administratif principal 1ère classe	Adjoint adminsitratif principal 2ème classe	Rédacteur territorial 2026 par dérogation
Chargé de l'Urbanisme et de l'Etat Civil	01/01/2004	TP-80%	C B	Adjoint Administratif principal 2ème classe Adjoint Administratif principal 1ère classe Rédacteur Territorial Rédacteur principal 2ème classe Rédacteur principal 1ère classe	1		0	Adjoint Administratif principal 1ère classe	Adjoint adminsitratif principal 2ème classe	
Agent d'Accueil	Accroissement temporaire : 24/04/2023 Contrat à durée déterminée emplois permanent 01/01/2025	TC	C	Adjoint Administratif territorial Adjoint Administratif principal 2ème classe Adjoint Administratif principal 1ère classe	1		0	Adjoint Administratif territorial	Adjoint Administratif et Adjoint adminsitratif principal 2ème classe	

FILIERE POLICE - GARDE CHAMPETRE

Garde Champêtre Chef Principal	01/12/1988	TC	C	Garde champetre Garde champetre principal 2ème classe Garde champetre principal 1ère classe Garde champetre chef principal	1		0	Garde champetre chef principal	garde champetre	
-----------------------------------	------------	----	---	---	---	--	---	--------------------------------------	--------------------	--

FILIERE TECHNIQUE

Responsable service technique	détachement au 13/03/2023	TC	B A	Technicien territorial Technicien principal 2ème classe Technicien principal 1ère classe Ingénieur Ingénieur principal Ingénieur hors classe	1		0	Technicien principal 1ère classe	Technicien principal 2ème classe	Ingénieur promotion interne / concours 2026
Entretien voirie/ espaces verts	01/12/1986	TC	C	Adjoint technique Adjoint technique principal 2ème classe Adjoint technique principal 1ère classe Agent de maitrise Agent de maitrise principal	1		0	Adjoint technique principal 1ère classe	Agent de maitrise principal	
Entretien voirie/ espaces verts	18/02/2017	TC	C	Adjoint technique Adjoint technique principal 2ème classe Adjoint technique principal 1ère classe Agent de maitrise Agent de maitrise principal	1		0	Adjoint technique principal 2ème classe au 01/04/2025	Adjoint technique territorial	
Entretien voirie/ espaces verts	01/10/2022	TC	C	Adjoint technique Adjoint technique principal 2ème classe Adjoint technique principal 1ère classe Agent de maitrise Agent de maitrise principal	1		0	Adjoint technique territorial	Adjoint technique principal 2ème classe	
Agent d'entretien et Fonction d'ATSEM	16/04/2008	TC	C	Adjoint technique Adjoint technique principal 2ème classe Adjoint technique principal 1ère classe Agent de maitrise Agent de maitrise principal	1		0	Adjoint technique principal 1ère classe	Agent de maitrise	



Agent d'entretien et Fonction d'ATSEM	01/10/2024	TC	C	Adjoint technique Adjoint technique principal 2ème classe Adjoint technique principal 1ère classe Agent de maitrise Agent de maitrise principal	1		0	Adjoint technique territorial		
Agent d'entretien et Fonction d'ATSEM	16/06/2008	TP-80%	C	Adjoint technique Adjoint technique principal 2ème classe Adjoint technique principal 1ère classe Agent de maitrise Agent de maitrise principal	1		0	Adjoint technique principal 1ère classe	Agent de maitrise	
Agent d'entretien, de restauration et agent périscolaire	01/11/1992	TC	C	Adjoint technique Adjoint technique principal 2ème classe Adjoint technique principal 1ère classe Agent de maitrise Agent de maitrise principal	1		0	Adjoint technique principal 2ème classe		Adjoint technique principal 1ère classe au 01/12/2025
Agent d'entretien, de restauration et agent périscolaire	01/12/2017	TC	C	Adjoint technique Adjoint technique principal 2ème classe Adjoint technique principal 1ère classe Agent de maitrise Agent de maitrise principal	1		0	Adjoint technique territorial		
Agent d'entretien, de restauration et agent de prévention	01/02/2013	TC	C	Adjoint technique Adjoint technique principal 2ème classe Adjoint technique principal 1ère classe Agent de maitrise Agent de maitrise principal	1		0	Adjoint technique principal 2ème classe	Adjoint technique territorial	
TOTAUX					16	0	0			

L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze avril, à dix-neuf heures,

Le Conseil Municipal de cette commune, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil de la mairie, sous la Présidence de Monsieur Gérard BANQUET, Maire de MONS.

Nombre de conseillers :

En exercice	19	Présents	15	Votants	19
Absents	4	Exclus	0		

Date Convocation : mercredi 2 avril 2025

Présents : Gérard BANQUET, Alice VILLEMAGNE, Bernard DANIEL, Chrystelle LEYRIS, Virginie BOYER, Céline DURAND, Daniel SAUVAGE, Christel FIETKAU, Patrick LECOMTE, José PASQUALETTI, Karine COMBE (arrivée à 19H15), Nathalie LEFEVRE, Yvelise ROPTIN, Jean-Louis REYNAUD, Vanessa AIRAL.

Pouvoirs : Michel GORDOT à Céline DURAND, Mickaël DUREZ à Bernard DANIEL, Yann RICHE à Nathalie LEFEVRE, Anthony FERNANDEZ à Vanessa AIRAL.

Absents excusés : Michel GORDOT, Mickaël DUREZ, Yann RICHE, Anthony FERNANDEZ

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.

Mme Céline DURAND est désignée secrétaire de séance.

**Objet : Cession de terrain à la commune par Madame Adeline BRUNEL.**

**Le Maire propose à l'assemblée :**

Madame Adeline BRUNEL, administrée depuis de longues années et très attachée à la commune, souhaite faire un don d'un terrain lui appartenant.

Il est donc proposé d'acquérir la parcelle privée concernée n° A0520 d'une superficie de 1 295 m<sup>2</sup> située au lieu-dit « les Carbonnières » dans le domaine public.

Cette cession s'effectuera pour l'euro symbolique avec Madame Adeline BRUNEL.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

**DECIDE**

- D'accepter la cession de terrain à la commune par Madame Adeline BRUNEL née FORRAT,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents pour cette transaction,
- De prendre en charge sur le budget M57 de la commune les frais afférents aux formalités.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal a voté à l'unanimité**

*Le Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Fait à Mons,  
Le 14 avril 2025

Gérard BANQUET  
Maire de Mons

Céline DURAND  
Secrétaire de séance



L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze avril, à dix-neuf heures,

Le Conseil Municipal de cette commune, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil de la mairie, sous la Présidence de Monsieur Gérard BANQUET, Maire de MONS.

Nombre de conseillers :

En exercice	19	Présents	15	Votants	19
Absents	4	Exclus	0		

Date Convocation : mercredi 2 avril 2025

Présents : Gérard BANQUET, Alice VILLEMAGNE, Bernard DANIEL, Chrystelle LEYRIS, Virginie BOYER, Céline DURAND, Daniel SAUVAGE, Christel FIETKAU, Patrick LECOMTE, José PASQUALETTO, Karine COMBE (arrivée à 19H15), Nathalie LEFEVRE, Yvelise ROPTIN, Jean-Louis REYNAUD, Vanessa AIRAL.

Pouvoirs : Michel GORDOT à Céline DURAND, Mickaël DUREZ à Bernard DANIEL, Yann RICHE à Nathalie LEFEVRE, Anthony FERNANDEZ à Vanessa AIRAL.

Absents excusés : Michel GORDOT, Mickaël DUREZ, Yann RICHE, Anthony FERNANDEZ

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.

Mme Céline DURAND est désignée secrétaire de séance.

**Objet : Demande de subvention au SMEG du Département du Gard 30**

**Le Maire propose à l'assemblée :**

Des travaux d'extension d'éclairage public concernant la création d'un point lumineux fonctionnel routier est envisagée sur la voie publique dénommée « PVR de la Fare », à l'Impasse des Arnaves plus exactement.

Le coût total des travaux s'élève à 16 299,67 € HT.

**Plan de financement**

DESIGNATION		COUT TOTAL HT	POURCENTAGE
Commune	Travaux éclairage public	11 409,77	70 %
SMEG	Part subvention	4 889,90	30 %
<b>TOTAL</b>		<b>16 299,67</b>	

Il est donc proposé au conseil municipal :

- D'approuver le dossier établi pour une dépense de 16 299,67 € pour la rénovation ou extension de l'éclairage public,
- De charger Monsieur le Maire d'adresser une demande de subventions au Syndicat Mixte d'Electricité du Gard pour l'année 2025, accompagné des pièces nécessaires,
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer les différentes demandes d'inscriptions et d'inscrire les crédits nécessaires au budget.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

**DECIDE**

- **APPROUVE** la proposition susmentionnée

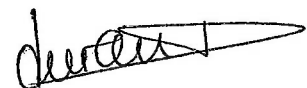
**Après en avoir délibéré, le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité**

*Le Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Fait à Mons,  
Le 14 avril 2025

**Gérard BANQUET**  
Maire de Mons

**Céline DURAND**  
Secrétaire de séance





L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze avril, à dix-neuf heures,

Le Conseil Municipal de cette commune, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil de la mairie, sous la Présidence de Monsieur Gérard BANQUET, Maire de MONS.

Nombre de conseillers :

En exercice	19	Présents	15	Votants	19
Absents	4	Exclus	0		

Date Convocation : mercredi 2 avril 2025

Présents : Gérard BANQUET, Alice VILLEMAGNE, Bernard DANIEL, Chrystelle LEYRIS, Virginie BOYER, Céline DURAND, Daniel SAUVAGE, Christel FIETKAU, Patrick LECOMTE, José PASQUALETI, Karine COMBE (arrivée à 19H15), Nathalie LEFEVRE, Yvelise ROPTIN, Jean-Louis REYNAUD, Vanessa AIRAL.

Pouvoirs : Michel GORDOT à Céline DURAND, Mickaël DUREZ à Bernard DANIEL, Yann RICHE à Nathalie LEFEVRE, Anthony FERNANDEZ à Vanessa AIRAL.

Absents excusés : Michel GORDOT, Mickaël DUREZ, Yann RICHE, Anthony FERNANDEZ

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.

Mme Céline DURAND est désignée secrétaire de séance.

**Objet : Demande d'économie d'énergie avec le SMEG du Département du Gard 30**

**Le Maire propose à l'assemblée :**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2121-17 ;

**Vu** la loi n°2005-781 du 13 juillet 2005, et plus particulièrement son article 15 ;

**Vu** la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, et plus particulièrement son article 78, et ses décrets d'application ;

**Vu** le décret n°2010-1663 du 29 décembre 2010 modifié relatif aux obligations d'économie d'énergie dans le cadre du dispositif des certificats d'économie d'énergie ;

**Vu** le décret n° 2010-1664 du 29 décembre 2010 modifié relatif aux certificats d'économie d'énergie ;

**Vu** le projet de convention d'habilitation établi par SYNDICAT MIXTE D'ELECTRICITE DU GARD ;

**Considérant** la volonté de la commune de s'engager dans une politique globale de maîtrise de l'énergie dans l'éclairage public ;

**Considérant** l'intérêt pour la collectivité » de se faire accompagner afin d'obtenir la meilleure valorisation des certificats d'économies d'énergie ;

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

**DECIDE**

- **APPROUVE** le projet de convention entre le SYNDICAT MIXTE D'ELECTRICITE DU GARD et la commune pour la collecte et la valorisation des actions éligibles aux certificats d'économie d'énergie
- **AUTORISE** ainsi le transfert au SYNDICAT MIXTE D'ELECTRICITE DU GARD des certificats d'économie d'énergie liés aux travaux effectués par la commune pour réaliser des économies d'énergie dans son patrimoine électrique, ce transfert étant effectué à des fins de valorisation de ces C.E.E. auprès d'un obligé

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention d'habilitation avec SYNDICAT MIXTE D'ELECTRICITE DU GARD

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité**

*Le Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Fait à Mons,  
Le 14 avril 2025

**Gérard BANQUET**  
Maire de Mons

**Céline DURAND**  
Secrétaire de séance



L'an deux mille vingt-cinq, le quatorze avril, à dix-neuf heures,

Le Conseil Municipal de cette commune, légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil de la mairie, sous la Présidence de Monsieur Gérard BANQUET, Maire de MONS.

Nombre de conseillers :

En exercice	19	Présents	15	Votants	19
Absents	4	Exclus	0		

Date Convocation : mercredi 2 avril 2025

Présents : Gérard BANQUET, Alice VILLEMAGNE, Bernard DANIEL, Chrystelle LEYRIS, Virginie BOYER, Céline DURAND, Daniel SAUVAGE, Christel FIETKAU, Patrick LECOMTE, José PASQUALETTO, Karine COMBE (arrivée à 19H15), Nathalie LEFEVRE, Yvelise ROPTIN, Jean-Louis REYNAUD, Vanessa AIRAL.

Pouvoirs : Michel GORDOT à Céline DURAND, Mickaël DUREZ à Bernard DANIEL, Yann RICHE à Nathalie LEFEVRE, Anthony FERNANDEZ à Vanessa AIRAL.

Absents excusés : Michel GORDOT, Mickaël DUREZ, Yann RICHE, Anthony FERNANDEZ

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut délibérer.

Mme Céline DURAND est désignée secrétaire de séance.

**Objet : Acquisition d'une emprise de la parcelle A1761 propriété du Département du Gard**

**Le Maire propose à l'assemblée :**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2121-29 et suivants ;

Dans le cadre de l'aménagement de la voirie communale avec la création de places de stationnement, la commune souhaite acquérir une emprise de 549 m<sup>2</sup> issue de la parcelle cadastrée section A n° 1761, propriété du Département du Gard, située sur la commune.

La commune récupérera environ 549 m<sup>2</sup> de ladite parcelle pour la création de voiries et de places de stationnement.

Cette parcelle fera l'objet d'une division parcellaire cadastrale qui sera déterminée par un document modificatif établi par le géomètre-expert Monsieur Vincent VIAL, mandaté par la commune.

Cette acquisition sera réalisée financièrement à l'euro symbolique avec dispense de paiement.

Afin que le Département du Gard puisse procéder et autoriser cette cession, les membres du conseil municipal sont invités à délibérer.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,**

**DECIDE**

- **APPROUVE** l'acquisition de 549 m<sup>2</sup> issue de la parcelle cadastrée section A n° 1761;



- **AUTORISE** Monsieur le Maire à entreprendre toutes les démarches administratives nécessaires à la formalisation de ce dossier, et notamment la signature de l'acte de vente, en l'étude notarial.
- **DIT QUE** l'ensemble des frais liés à cette acquisition seront supportés par la commune ; frais de géomètre et d'acte.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal adopte la délibération à l'unanimité**

*Le Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)*

Fait à Mons,  
Le 14 avril 2025

**Gérard BANQUET**  
Maire de Mons

**Céline DURAND**  
Secrétaire de séance

